

**Conseil économique et social**

Distr. générale
25 mars 2010
Français
Original : anglais

Comité des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2010

26 mai-4 juin 2010

**Rapports quadriennaux pour la période 2005-2008,
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
par les organisations non gouvernementales dotées du statut
consultatif auprès du Conseil économique et social, en
application de la résolution 1996/31 du Conseil**

Note du Secrétaire général**Sommaire**

	<i>Page</i>
1. Conseil des priorités économiques.....	2
2. Crime Stoppers International	5
3. English International Association de Lund (Suède)	7
4. Centre international d'éducation aux droits humains Equitas	9
5. Navjyoti: Fondation de la police de Delhi pour le redressement, la désintoxication et la réinsertion	11
6. Zonta International	12



1. Conseil des priorités économiques

Spécial, 1997

I. Introduction

Le Conseil des priorités économiques, connu désormais sous le nom de Social Accountability International, est une organisation à but non lucratif qui se consacre à l'amélioration des lieux de travail et des communautés en développement en appliquant des normes de responsabilité sociale. L'organisation regroupe des entreprises, des organisations non gouvernementales, des syndicats et des gouvernements aux fins de l'organisation de programmes de recherche, de formation et d'assistance technique. Elle collabore avec des marques et des détaillants internationaux, y compris Chiquita, Dole, Gap, Timberland et Gucci, avec divers syndicats représentant plus de 15 millions de travailleurs, et avec des organisations non gouvernementales comme l'Alliance pour la défense des forêts pluviales, le Fonds mondial pour la nature et CARE International. L'organisation travaille en partenariat avec un réseau mondial de groupes d'audit connus comme des «organismes de certification», qui certifient des entreprises et des installations de production comme répondant à la norme 8000 de responsabilité sociale. Développée et surveillée par l'organisation, SA8000 est une norme d'avant-garde qui inclut le contrôle par des tiers et des systèmes de gestion novateurs. Elle repose sur les conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et des Nations Unies et incorpore des principes stricts concernant l'observation des droits de l'homme sur le lieu de travail. En tant que norme volontaire, SA 8000 constitue un cadre durable de l'amélioration de la situation sociale qui est robuste, mais aussi souple et pragmatique.

L'organisation fonctionne à l'échelle mondiale, comptant des bureaux en Chine, au Brésil, aux États-Unis d'Amérique, en Inde, au Nicaragua et aux Pays-Bas. Durant la période considérée, ses ressources financières ont augmenté de 55 %. Le nombre de donateurs a également augmenté sensiblement: des entreprises, des particuliers, des fondations et des organismes gouvernementaux lui apportant des fonds. L'organisation a signé des mémorandums d'accord ou créé des programmes communs avec la Business Social Compliance Initiative, la Ethical Trading Initiative et la International Social and Environmental Accreditation and Labelling Alliance.

II. Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé à diverses réunions de l'ONU, y compris celles du Conseil. Elle a également assisté à une réunion d'information sur le travail forcé et un atelier organisés par l'OIT.

B. Coopération avec des organes des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège

L'organisation a établi ou a contribué à l'établissement de documents de recherche et d'études, a coparrainé des réunions, a conduit des activités humanitaires et exécuté des projets opérationnels. Par exemple, elle a établi des monographies sur l'utilisation de la norme SA 8000 par les participants au Pacte mondial des Nations Unies en tant que moyen d'observer les engagements en matière de droits des travailleurs.

C. Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie.

Objectif 1: Éliminer l'extrême pauvreté et la faim; Cible 1: Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif. La mise en œuvre des droits des travailleurs et des normes salariales définis dans la norme SA8000 couvre plus d'un million de travailleurs dans 1 850 installations certifiées situées dans 66 pays.

Objectif 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; Cible 1: Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard. La promotion de la norme SA8000 dans l'industrie de l'habillement, où 80 % des travailleurs sont des femmes, garantit que les femmes sont protégées contre des pratiques discriminatoires sur le lieu de travail et encourage la stabilité des familles.

Objectif 7: Préserver l'environnement; Cible 1: Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources naturelles. Les activités de l'organisation dans le domaine de l'agriculture en Chine et en Amérique centrale (Nicaragua, Honduras et République dominicaine) aident à réaliser l'emploi de méthodes biologiques durables dans des cultures comme le coton, la canne à sucre, les melons et le café. En Chine, le programme «Produit en Chine» est une initiative commune lancée par organisation et le réseau international «Solidaridad» basé aux Pays-Bas. Les principaux buts du projet commun consistent à mettre les marchés mondiaux à la portée des petits producteurs de coton et à faciliter la mise en place d'une chaîne verticale de l'habillement conforme à la norme SA8000 de responsabilité sociale. En Amérique centrale, le projet «Cultivar» lancé par organisation vise à renforcer la capacité des employeurs, des travailleurs, des syndicats et des ministères à développer une culture de l'observation des normes nationales et internationales en matière de travail.

Cible 2: Réduire l'appauvrissement de la diversité biologique et en ramener le taux à un niveau sensiblement plus bas d'ici à 2010. L'organisation collabore avec le Fonds mondial pour la nature en faveur de l'élaboration de normes environnementales et sociales intégrées dans l'aquaculture. Le Fonds collabore avec

des agriculteurs, des détaillants, des organisations non gouvernementales, des scientifiques et d'autres parties prenantes de l'industrie de l'aquaculture dans le monde entier aux fins du développement de normes pour une aquaculture responsable. L'organisation a contribué à l'élaboration de la norme gouvernant la production responsable du tilapia et se prépare à la participation à des dialogues multipartites sur d'autres espèces, à commencer par le pangasius au Vietnam.

2. Crime Stoppers International

Spécial, 2005

I. Introduction

La mission de Crime Stoppers International consiste à créer un monde sûr pour nos enfants et nos petits-enfants en aidant à arrêter, élucider et prévenir les crimes. À cette fin, elle crée des programmes communautaires de lutte contre la criminalité composés de trois éléments: d'un conseil d'administration locale qui mobilise des fonds pour le versement de récompenses pour des dénonciations, d'un coordonnateur policier qui reçoit des communications anonymes en ligne et de médias qui diffusent et impriment des annonces hebdomadaires «le crime de la semaine» ou «le plus recherché» et des reconstitutions. Chaque élément collabore avec les milieux d'affaires locaux et des citoyens en vue de sensibiliser le public à l'utilisation et à la disponibilité du système anonyme de lutte contre la criminalité.

Depuis qu'il a reçu le statut consultatif spécial en 2005, Crime Stoppers International a lancé de nouveaux programmes à Hyderabad (Inde, mars 2007), à la Barbade, en Antigua-et-Barbuda et aux îles Vierges américaines (2008). À l'heure actuelle, l'organisation collabore avec la police néerlandaise et d'autres institutions en examinant la possibilité de lancer un programme au Nigeria, et la Région administrative spéciale de Hong Kong a demandé des renseignements concernant la possibilité d'y créer un programme analogue.

Le Président de l'organisation a collaboré étroitement avec des représentants du Gouvernement mexicain et des hommes d'affaires locaux en vue de créer un programme Crime Stoppers dans une région particulière du Mexique.

II. Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

Pendant la période considérée, Crime Stoppers International s'est réuni fréquemment avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et la Commission des stupéfiants. L'Office considère Crime Stoppers comme un outil précieux de communication et de logistique mondiales pour des projets régionaux et reconnaît son rôle important dans la lutte contre la criminalité organisée. Crime Stoppers représente un moyen éprouvé d'obtenir des informations et une contribution utile aux enquêtes judiciaires.

En février 2008, l'organisation a participé à Vienne à un forum organisé sous les auspices de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains. Tout au long de l'année 2008, les programmes de Crime Stoppers International au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et au Canada ont aidé à sensibiliser le public au problème de la traite des êtres humains et ont élargi leur réseau d'indicateurs en vue d'identifier des activités de traite. En août 2008, une réunion sur la traite des êtres humains a été tenue dans le cadre de la conférence de formation de Crime Stoppers International à Des Moines (Iowa), à laquelle des hauts représentants du United States Marshals Service et de la Police royale canadienne ont présenté des exposés sur le problème de la traite et les efforts déployés dans leur pays pour le surmonter. Un survivant de la traite a décrit ce qui

lui est arrivé quand il se trouvait entre les mains des trafiquants. Son exposé a souligné la nécessité de la coopération entre des organisations comme l'ONU et Crime Stoppers International dans la lutte contre ce fléau. À la conférence, des représentants des programmes Crime Stoppers du monde entier ont réaffirmé leur engagement en faveur de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité organisée transnationale et de ses protocoles, en particulier le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

3. English International Association de Lund (Suède)

Spécial, 1997

I. Introduction

La English International Association de Lund a pour but de promouvoir le droit à la paix, au développement, à la non-discrimination et à l'égalité conformément à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration universelle des droits de l'homme et à toutes les conventions et protocoles adoptés par la suite.

II. Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Durant la période 2005-2008, l'organisation a concentré son attention progressivement sur les travaux du Conseil et les objectifs du Millénaire pour le développement. Parmi ses activités, on peut citer l'expansion de ses stratégies de promotion de la démocratie, de l'égalité, de la justice et de la réalisation des objectifs du Millénaire en Afrique, la publication d'études sur ces objectifs; la participation à plusieurs conférences organisées par le Conseil et à une session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale tenue à Genève en 2008; et la publication de brochures sur les droits des travailleurs migrants conformément à la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Le manque de ressources demeure un problème majeur et a entravé une participation plus active des représentants de l'organisation aux réunions et manifestations du Conseil économique et social.

B. Coopération avec des organes des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège

L'organisation a continué sa coopération avec le Département de l'information et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Durant la période considérée, elle a participé à la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars), a maintenu des contacts avec une série d'organisations non gouvernementales nationales et internationales œuvrant en faveur de la protection des travailleurs migrants; a publié des informations actualisées sur le droit suédois et international en matière de protection de toutes les personnes contre la discrimination, conformément à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; a participé à des réunions d'éducation organisées par le département des études sur la migration de l'Université de Malmö (Suède), l'Institut Raoul Wallenberg pour les droits de l'homme et le droit humanitaire de l'Université de Lund (Suède), le Réseau contre le nationalisme, le racisme, le fascisme et pour le soutien des réfugiés et des migrants et l'Office du

Médiateur suédois contre la discrimination ethnique; et a organisé des groupes d'études sur la protection des droits de l'homme des travailleurs migrants.

L'organisation a adopté un plan quinquennal destiné à élargir ses programmes d'information, d'éducation et d'assistance en vue d'y inclure d'autres groupes vulnérables. Le plan inclut la surveillance du plan national suédois pour les droits de l'homme 2006-2009 et l'examen des rapports présentés par la Suède et d'autres États aux organes de l'ONU, de l'OIT et des instruments régionaux chargés de surveiller l'observation des droits de l'homme.

C. Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1: S'agissant de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique, l'organisation a concentré son attention sur l'étude du phénomène de la migration à l'intérieur de l'Afrique et au-delà du continent et a organisé des séminaires et des conférences sur des solutions aux problèmes de la pauvreté en Afrique. Elle a également publié une série de livres sur la protection des droits des travailleurs migrants.

4. Centre international d'éducation aux droits humains Equitas¹

Spécial, 1997

I. Introduction

Le Centre international d'éducation aux droits humains Equitas s'emploie à promouvoir la démocratie, le développement humain, la paix et la justice sociale grâce à des programmes d'éducation aux droits humains. Créée en 1967 par un groupe de savants et de juristes canadiens éminents, Equitas est une organisation non gouvernementale à but non lucratif conformément à la législation canadienne. En 2005, son conseil d'administration a approuvé le changement de son nom de Fondation canadienne des droits de la personne en Centre d'éducation aux droits humains Equitas. Ce changement n'implique aucun changement de sa mission ou de sa vision ou une réorientation des programmes de l'organisation. (Le 5 juin 2008, le Comité des organisations non gouvernementales du Conseil a pris note du changement de nom.

II. Contribution aux activités des Nations Unies

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Equitas a envoyé des représentants aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme tenues en 2005, 2006 et 2007. En octobre 2008, son directeur a participé à un forum sur un partenariat civique pour l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, organisé à Strasbourg par le Conseil de l'Europe en collaboration avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

B. Coopération avec des organes des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège

a) Coopération continue avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans le cadre du programme annuel de formation aux droits humains tenu à Montréal, 2005-2008 ;

b) Organisation, en collaboration avec le Haut-Commissariat, un colloque international sur l'évaluation de l'éducation aux droits humains à Montréal en mai 2007 ;

c) Collaboration avec le Haut-Commissariat de l'élaboration d'un outil autoévaluation pour des gouvernements concernant l'éducation aux droits humains dans le système scolaire, 2008 ;

¹ Anciennement Fondation canadienne des droits de la personne.

d) Exécution au Népal, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), d'un programme de renforcement de la capacité de la commission nationale des droits humains 2002-2006

e) Collaboration avec le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, dans le cadre de l'organisation de deux consultations pour la société civile dans l'ancienne Union soviétique, l'une en Asie centrale en 2006 et l'autre dans le Caucase du Sud en 2007.

C. Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Les stages de formation réalisés par l'organisation ont sensibilisé les gens aux problèmes de l'égalité des sexes et ont aidé à mettre au point des outils pour la lutte contre la discrimination fondée sur le sexe. L'égalité des sexes est un thème transversal dans tous ses programmes de formation et ses modules spécifiques.

S'agissant des autres conférences et manifestations, le directeur de l'éducation de l'organisation a aidé à exécuter un projet sur l'éducation et la promotion du respect et de la diversité organisé par l'Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le directeur a fait partie d'un groupe d'experts chargés d'évaluer des informations et des documents concernant l'éducation interculturelle, aux droits de l'homme et à la tolérance reçus des États participants de l'OSCE et de formuler des recommandations concernant les aspects stratégiques et structurels de l'enseignement public à l'intention des autorités chargés de l'éducation dans la région de l'OSCE.

5. Navjyoti – Fondation de la police de Delhi pour le redressement, la désintoxication et la réinsertion

Spécial, 1997

I. Introduction

La Fondation est une organisation bénévole qui a pour vision de contester les inégalités sociales et de responsabiliser les groupes vulnérables en les mettant à mêmes de s'aider eux-mêmes. Chaque jour, elle atteint 10 000 bénéficiaires grâce à l'éducation des enfants, l'autonomisation des femmes, la fourniture de soins de santé, la désintoxication et un soutien psychosocial. Pendant la période considérée, elle a commencé à promouvoir l'utilisation de l'énergie solaire dans les zones rurales avec l'aide d'universités et d'autres institutions en vue de surmonter les problèmes soulevés par le changement du climat. Dans le domaine des soins de santé, l'organisation a commencé à travailler dans le domaine de la santé maternelle et infantile en vue de sensibiliser les communautés aux problèmes de santé.

II. Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé au Sommet mondial des entreprises pour l'environnement tenu à Singapour en avril 2008. Elle a présenté ses projets environnementaux et a mis en relief son expérience en matière de collaboration avec les entreprises dans le domaine du changement du climat et des autres problèmes environnementaux.

B. Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Pour améliorer l'apprentissage par les enfants, l'organisation a collaboré avec des écoles primaires municipales en vue d'améliorer les résultats dans les classes supérieures (objectif 2). Elle a également lancé des projets de santé maternelle et infantile pour améliorer les connaissances et les compétences dans ce domaine au sein de la population urbaine pauvre (objectif 5). Pour sensibiliser les communautés aux problèmes posés par le VIH/sida et pour les mobiliser pour la lutte contre ce problème, elle a lancé un projet destiné à diffuser des informations concernant la maladie dans les communautés (objectif 6).

Chaque année, l'organisation observe la Journée internationale des femmes, la Journée mondiale de l'eau, la Journée mondiale de la santé, la Journée mondiale de l'environnement, la Journée internationale contre l'abus et le trafic des drogues, la Journée internationale de l'alphabétisation et la Journée mondiale de la lutte contre le sida.

6. Zonta International

Général, 1969

I. Introduction

Zonta International est une organisation mondiale de services composée de cadres et de membres des professions libérales qui cherchent à améliorer la situation juridique, politique et économique et professionnelle des femmes. À l'heure actuelle, il existe plus de 1 200 clubs Zonta dans 67 pays. Zonta International envisage un monde où on garantit à toutes les femmes leurs droits juridiques, politiques, économiques, éducatifs, sanitaires et professionnels. L'organisation est dotée du statut consultatif général auprès du Conseil depuis 1995. Elle jouit également du statut consultatif auprès du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), de l'OIT et du Conseil de l'Europe, et entretient des relations officielles avec l'UNESCO. Elle est accréditée auprès du Département de l'information et participe aux réunions d'information hebdomadaires et aux conférences annuelles Département/ONG. Zonta International compte des représentants officiels au Siège et auprès des offices des Nations Unies à Genève et à Vienne. Ses représentants sont des membres de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et du Comité ONG sur la condition de la femme en chaque lieu et y participent activement. Ils participent régulièrement aux sessions de la Commission de la condition de la femme, du Conseil des droits de l'homme, de l'OIT, du Conseil de l'Europe, de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe.

À New York, la Présidente du Comité des Nations Unies de Zonta International joue un rôle de premier plan dans les activités des organisations non gouvernementales à l'appui des objectifs des Nations Unies. Elle sert de trésorier du comité des ONG sur la condition de la femme, de présidente du comité des ONG auprès de l'UNIFEM, de coprésidente du comité des ONG auprès de l'UNICEF, et de présidente du comité de maillage pour la conférence annuelle Département de l'information/ONG. Des représentants de Zonta à New York participent également aux réunions du comité des ONG auprès de l'UNICEF, en accordant une attention spéciale au groupe de travail sur la situation des petites filles, du comité des ONG sur la santé mentale, de la Troisième Commission et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

À Vienne, les représentants de Zonta International concentrent leur attention sur la condition de la femme, la traite des personnes, les stupéfiants et le vieillissement. À Genève, ils s'intéressent plus particulièrement aux droits de l'homme, à l'OIT et à la Convention relative aux droits de l'enfant. À l'UNESCO, ses représentants traitent des questions relatives à l'éducation en vue de promouvoir les droits de l'homme.

II. Contribution aux activités des Nations Unies

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Zonta International s'emploie à améliorer la situation des femmes en appuyant les efforts destinés à prévenir la violence contre les femmes, à améliorer leur situation éducative, économique, sanitaire et professionnelle, et milite en faveur de l'adoption de lois garantissant aux femmes l'égalité des droits. Les membres des clubs Zonta consacrent à titre bénévole leur temps, leur talent et leur énergie à des projets de services nationaux et internationaux et encouragent des initiatives destinées à améliorer la situation des femmes. Ils consacrent des centaines de milliers d'heures de services et des millions de dollars à une vaste gamme de services communautaires qui améliorent le bien-être des femmes.

La fondation Zonta International, branche philanthropique de l'organisation, soutient ces efforts en mobilisant et en distribuant des fonds pour les programmes de Zonta International. Pendant la période 2005-2008, l'organisation a recueilli plus de 5 millions de dollars à l'appui des programmes et des projets internationaux dans le monde entier. L'un des programmes charitables de Zonta International appuyé par la fondation est intitulé «Stratégies internationales de Zonta International pour la prévention de la violence contre les femmes» qui vise à réduire l'incidence de la violence contre les femmes et des filles en versant des subventions à des projets destinés à modifier les attitudes personnelles et politiques et les comportements qui contribuent à la violence contre les femmes. Depuis le commencement du programme en 1996, des subventions d'un montant total de plus d'un million de dollars ont été versées à l'appui de 33 projets dans 20 pays.

Zonta International a financé un projet de coopération transfrontière destiné à prévenir la traite des femmes et à encourager la collaboration entre les organisations gouvernementales et non gouvernementales, qui vise à développer plus avant les efforts actuellement en cours en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, ainsi que les projets exécutés précédemment en Serbie et au Monténégro, qui non seulement encourageront les organisations non gouvernementales à travailler ensemble, mais exigeront des contributions de contrepartie de la part des autorités locales et des entreprises.

L'organisation a également aidé à financer une initiative lancée par des femmes juristes au Niger qui vise à développer la capacité des juges et des médecins à appliquer efficacement la loi sur la protection des victimes de la violence.

Au Sri Lanka, l'organisation a financé un projet en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel qui vise à améliorer les conditions de vie des communautés touchées par le tsunami, en améliorant les compétences entrepreneuriales et techniques des femmes engagées dans des activités agro-industrielles. En Bolivie, l'organisation a financé, en collaboration avec CARE, une initiative qui donne à des filles et de jeunes femmes âgées de 13 à 25 ans l'occasion de suivre des cours du soir afin d'améliorer leur statut, leur bien-être et leurs possibilités. Le projet inclut un volet spécial concernant l'éducation sanitaire des femmes, puisque le programme d'études des écoles ne traite pas cette question délicate de manière adéquate, ainsi que des cours de formation professionnelle destinés à développer des compétences utilisables sur le

marché du travail. Le projet atteindra 1 300 jeunes femmes. Au Niger, elle continue à financer un autre projet CARE qui offre du microcrédit et une éducation sanitaire à des femmes affectées par le VIH/sida. Enfin, elle a subventionné un centre d'apprentissage et un dispensaire à Mir Bacha Kot en Afghanistan et l'Institut afghan de l'apprentissage en vue d'impartir chaque année une formation professionnelle à quelque 650 femmes et filles rurales et urbaines pauvres.
